



DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-1\_2023-DE



Feuillet n° 5/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames : BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET  
N - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s) : GARCIA A - CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur Le Maire soumet le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2022 à  
l'approbation des conseillers municipaux.

Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler sur ce  
compte-rendu avant son adoption définitive.

Il demande donc aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur  
cette question.

N° 1/2023

Voix pour : 23  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2022.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour Le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ



Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué :  
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-2\_2023-DE



Feuillet n° 6/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): GARCIA A - CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu l'article L.1612.-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37,

Considérant que jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale, sur autorisation de l'organe délibérant, peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette,

Considérant que le quart des crédits inscrits au budget d'investissement 2022 s'élève à 780 000 €,

Considérant la nécessité d'autoriser l'engagement, le mandatement et la liquidation des dépenses d'investissements suivantes :

- Dépenses relatives à l'acquisition d'un logiciel pour la gestion des cimetières pour un montant de 5 000 €
- Dépenses relatives à l'aménagement du bâtiment 9 rue Emile Zola pour un montant de 30 000 €
- Dépenses relatives à l'aménagement du site de l'Ile Vieille pour un montant de 70 000 €
- Dépenses relatives à l'acquisition de matériel informatique au groupe scolaire pour un montant de 1 000 €
- Dépenses relatives à l'acquisition de matériel informatique pour un montant de 2 000 €
- Dépenses relatives à l'acquisition de mobilier au groupe scolaire pour un montant de 3 500 €
- Dépenses relatives à l'acquisition de mobilier pour un montant de 1 000 €
- Dépenses relatives à la construction du centre de loisirs pour un montant de 100 000 €
- Dépenses relatives au programme voirie pour un montant de 10 000 €

Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué :

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 23

### DATE CONVOCATION

17 JANVIER 2023

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

17 JANVIER 2023

### OBJET DE LA DELIBERATION

BUDGET PRINCIPAL  
DE LA COMMUNE  
2023 AUTORISATION  
D'ENGAGEMENT,  
DE LIQUIDATION ET  
DE MANDATEMENT  
DE DÉPENSES  
D'INVESTISSEMENT  
AVANT LE VOTE DU  
BUDGET PRIMITIF

N° 2/2023

Voix pour : 23  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.





Il est précisé que le montant total de ces dépenses quart des crédits d'investissement 2022 et qu'au budget principal de la commune lors de son adoption.

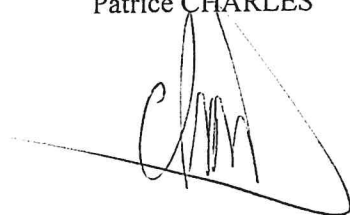
Monsieur Le Maire demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur Maire,  
Après en avoir délibéré,

**AUTORISE** à l'unanimité le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses ci-dessous avant le vote du budget principal 2023 :

| Imputation  | Montant prévisionnel |
|---|----------------------|
| 2051<br>Concession et droits<br>similaires                | 5 000.00 €           |
| 2138<br>Autres constructions                              | 30 000,00€           |
| 2138<br>Autres constructions                              | 70 000,00 €          |
| 21831<br>Matériel informatique<br>scolaire                | 1 000.00 €           |
| 21838<br>Autre Matériel<br>informatique                   | 2 000,00 €           |
| 21841<br>Mobilier scolaire                                | 3 500.00 €           |
| 21848<br>Autre Mobilier                                   | 1 000.00 €           |
| 2313<br>Construction                                      | 100 000.00 €         |
| 2315<br>Installations, matériel et<br>outillage technique | 10 000.00 €          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>222 500,00€</b>   |

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-3\_2023-DE



Feuillet n° 7/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu l'article D1617-19 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret 2016-33 du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives exigées par le comptable pour le paiement des mandats de dépenses,

Vu l'instruction comptable M57,

Vu l'instruction codificatrice 07-24 MO du 30 mars 2007.

Considérant que la nature 6232 relative aux dépenses (Fêtes et cérémonies) revêt un caractère imprécis du fait de la grande diversité des dépenses que génère cette activité,

Considérant que les Chambres Régionales des Comptes recommandent aux collectivités locales de procéder à l'adoption par le conseil municipal d'une délibération précisant les principales caractéristiques des dépenses à imputer sur le compte 6232 « Fêtes et cérémonies ».

Il est proposé de prendre en charge au compte 6232 l'ensemble des dépenses relatives aux manifestations suivantes :

- Diverses cérémonies commémoratives,
- Fêtes communales,
- Fêtes de fin d'année (repas du personnel),
- Fêtes et réceptions liées au jumelage de la commune,
- Fête des associations et diverses fêtes associatives,
- Divers événements tel que les décès, les départs à la retraite du personnel,
- Cérémonies des vœux,
- Remises de récompenses sportives, culturelles et associatives,
- Inaugurations diverses.

L'ensemble des frais annexes lié aux opérations mentionnées précédemment (annonces, insertions, frais de déplacement ou de restaurations etc...) seront aussi imputés au compte 6232.

Pour le Maire empêché,

L'Adjoint délégué :

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

17 JANVIER 2023

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

17 JANVIER 2023

### OBJET DE LA DELIBERATION

FIXATION DES  
DÉPENSES A  
IMPUTER AU 6232  
« FÊTES ET  
CÉRÉMONIES »

N° 3/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois.



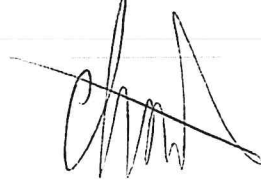


Il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'affectation au compte 6232 « fêtes et cérémonies » des seules dépenses reprises ci-dessus dans la limite des crédits inscrits au budget.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**ACCEPTE** à l'unanimité l'affectation au compte 6232 « fêtes et cérémonies » des seules dépenses reprises ci-dessus dans la limite des crédits inscrits au budget.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-4\_2023-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 8/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29 ;

Considérant la demande de subvention présentée par l'association Prévention Routière le 06 décembre 2022,

Monsieur le Maire indique aux Membres de l'Assemblée qu'il a reçu un courrier de la Directrice Régionale de l'association Prévention Routière, concernant une demande de subvention au titre de la sensibilisation aux risques routiers pour l'année 2023.

Le Conseil des Adjoints qui s'est réuni en date du 12 décembre 2022 a émis un avis favorable pour cette demande.

N° 4/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur la question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité d'attribuer une subvention de 100 € à l'Association Prévention Routière au titre de l'année 2023.

Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué :

Benoît SANCHEZ





Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

Berger  
Levrault

ID : 084-218400786-20230123-4\_2023-DE

**DONNE** à l'unanimité pouvoir à Monsieur le  
documents relatifs à cette décision,

**DIT QUE** ce montant sera prévu au Budget Primitif 2023 de la commune.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-5\_2023-DE



Feuillet n° 9/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29.

Considérant la demande de subvention présentée par l'union des Délégués Départementaux de l'Education Nationale le 16 décembre 2022.

Monsieur le Maire indique qu'il a reçu en date du 16 décembre 2022 une demande de subvention de l'union des Délégués Départementaux de l'Education Nationale (DDEN). Cette association, reconnue d'utilité publique qui veille aux bonnes conditions de vie des enfants à l'école et autour de l'école, était subventionnée jusqu'en 2016 par le Conseil Départemental.

N° 5/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois.



Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué :  
Benoît SANCHEZ

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,



**DÉCIDE** à l'unanimité d'attribuer à l'union des l'Ecole Nationale une subvention de fonctionnement d'un montant de 100,00 €.

**AUTORISE** le Maire à signer le mandat correspondant à cette attribution de subvention ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-6\_2023-DE



Feuillet n° 10/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu le courrier de Madame la Préfète de Vaucluse en date du 13 décembre 2022  
indiquant l'ouverture des appels à projet dans le cadre notamment de la Dotation  
d'Equipement des Territoires Ruraux 2023.

Considérant que le projet d'aménagement d'une piste mixte en bordure de la  
RN7 peut s'inscrire dans les opérations de travaux nécessaires à la sécurisation  
et à la protection des biens et des personnes pouvant être subventionné à hauteur  
de 20 à 35% pour un montant maximum de 400 000€ HT.

Considérant l'estimation du projet de cette opération s'élevant à 334 500 € HT,  
la commune pourrait solliciter une subvention à hauteur de 100 350 €.

N° 6/2023

Le plan de financement prévisionnel se décompose comme suit :

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

| Sources         | Type d'aide     | Montant prévisionnel | Taux |
|-----------------|-----------------|----------------------|------|
| Conseil Général | CDST 2020-2022  | 167 250.00€          | 50%  |
| Etat            | DETR 2023       | 100 350.00€          | 30%  |
| Commune         | Autofinancement | 66 900.00€           | 20%  |
| TOTAL HT        |                 | 334 500.00 €         | 100% |

Monsieur le Maire demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se  
prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.

DÉCIDE de solliciter à l'unanimité l'attribution de la Dotation d'Equipement  
des Territoires Ruraux au titre de l'exercice 2023 dans le cadre de l'opération  
des travaux d'aménagement d'une piste mixte en bordure de RN7 pour un  
montant de 100 350 €.

Pour le Maire empêché,

L'Adjoint délégué :





Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

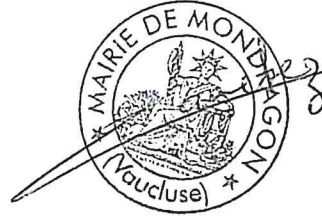


ID : 084-218400786-20230123-6\_2023-DE

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes  
dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-7\_2023-DE



Feuillet n° 11/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D  
Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

17 JANVIER 2023

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

17 JANVIER 2023

### OBJET DE LA DELIBERATION

MISE A  
DISPOSITION  
D'UN AGENT  
COMMUNAL A LA  
CCRLP

N° 7/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en ses dispositions des articles 61 à 63,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu la délibération n°6/2022 du Conseil Municipal du 24 janvier 2022 concernant la mise à disposition de M. SOULIER qui prenait fin le 31 décembre 2022,

Vu l'accord écrit de l'agent concerné en date du 20 décembre 2022,

Vu le projet de convention de mise à disposition tel qu'annexé.

Le Maire expose aux Membres de l'Assemblée que depuis le 9 juillet 2018, la compétence optionnelle « construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » est assurée par la Communauté de Communes Rhône Lez Provence.

A ce titre, la Commune de Mondragon met à disposition de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence un agent afin d'assurer l'entretien des équipements culturels et sportifs intercommunaux.

M. Romain SOULIER est mis à disposition pour la période du 1<sup>er</sup> février 2023 au 31 décembre 2023. Le quota d'heures à réaliser est fixé à 330 heures.

Il convient d'établir la convention de mise à disposition telle qu'annexée en prenant en compte que la date de début de mise en œuvre est bien le 1<sup>er</sup> février 2023 et non le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué :

Romain SANCHEZ

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,





**APPROUVE** à l'unanimité la convention à pas Communes Rhône Lez Provence pour la mise à disposition d'un agent communal pour exercer des missions de maintenance et d'entretien technique, dans le cadre du transfert de compétences optionnelles « construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » de la manière suivante :

M. Romain SOULIER est mis à disposition pour la période du 1<sup>er</sup> février 2023 au 31 décembre 2023. Le quota d'heures à réaliser est fixé à 330 heures.

**AUTORISE** le Maire à signer la convention ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-8\_2023-DE

Feuillet n° 12/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu la délibération n°73/2019 du Conseil Municipal approuvant la convention  
avec la Société VALOCÎME.

Il rappelle que cette société est spécialisée dans la valorisation de patrimoine qui  
a notamment pour objet social toutes prestations relatives à la valorisation de  
patrimoine foncier ou immobilier. Ainsi, la Commune (désignée le  
CONTRACTANT) s'engage à louer à la société VALOCÎME (désignée le  
PRENEUR) la parcelle cadastrée section ZK n°336, lieudit « Les Genestes »,  
pour une superficie de 35 m² environ.

Cet emplacement mis à disposition représente en totalité la partie de la référence  
cadastrale actuellement louée à l'occupant actuel « FPS TOWERS-ATC  
France ».

Les parties ont convenu qu'en contrepartie des engagements du  
CONTRACTANT pris au terme de la convention, le PRENEUR versera à la  
date de signature des présentes, un premier versement de 1 000 € et chaque  
année à la date d'anniversaire de la présente convention, la somme de 200 €.

En contrepartie de la mise à disposition de l'emplacement et des engagements du  
CONTRACTANT pris au terme de la présente convention, le PRENEUR  
versera au CONTRACTANT un loyer annuel forfaitaire et global d'un montant  
de 12 640 €.

A compter de la date du premier versement du loyer, le montant du loyer tel que  
défini ci-dessus versé au CONTRACTANT sera réévalué chaque année de 1.0%.

Considérant une incohérence entre la date d'échéance du bail historique  
(22/02/2030) et la date de mise à disposition du site à Valocîme,

Il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention  
signée le 8/07/2019, tel qu'annexé, afin de modifier la date de mise à disposition  
de l'emplacement en date du 23/02/2030 en lieu et place du 23/05/2030.

Monsieur le Maire demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se  
prononcer sur cette question.

Pour le Maire empêché,

L'Adjoint délégué : *[Signature]*

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

17 JANVIER 2023

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

17 JANVIER 2023

### OBJET DE LA DELIBERATION

Avenant n°1 à la  
Convention entre la  
Sté VALOCÎME et  
la Commune  
Parcelle ZK n°336  
signée le 8/07/2019

N° 8/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois



Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

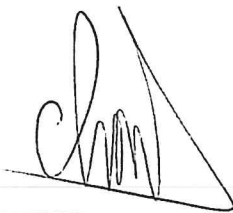
Berger  
Levrault

ID : 084-218400786-20230123-8\_2023-DE

Le Conseil  
Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**AUTORISE** à l'unanimité Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention signée le 8 juillet 2019 avec la Société VALOCÎME dans les conditions définies ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-9\_2023-DE

Feuillet n° 13/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2212-1,

Vu le Code rural et de pêche maritime, et notamment ses articles L.211-27, L.212-10 et L.212-11,

Vu le projet de convention annexé à la présente délibération entre la commune de Mondragon et la fondation 30 millions d'amis relatif à la stérilisation et à l'identification des chats errants.

Considérant que le Maire peut, par arrêté, à son initiative ou à la demande d'une association de protection des animaux, procéder à la capture de chats non identifiés dans le but de les stériliser,

Considérant que pour l'accomplissement de cette mission, il est possible de renouveler la convention de partenariat avec la fondation 30 millions d'amis pour l'année 2023,

Considérant que la commune a procédé à la stérilisation de plus de 25 chats errants pour l'année 2022 démontrant ainsi tout l'intérêt de la poursuite de l'action,

Considérant que la fondation 30 millions d'amis estime le montant maximum de prise en charge pour les actes suivants :

- 80 € TTC pour une castration + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)
- 100 € TTC pour une ovariectomie + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)
- Et exceptionnellement 120 € TTC pour une ovario-hystérectomie + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)

Pour le Maire empêché

L'Adjoint délégué

Benoît Sanchez

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

17 JANVIER 2023

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

17 JANVIER 2023

### OBJET DE LA DELIBERATION

CONVENTION  
2023 AVEC LA  
FONDATION « 30  
MILLIONS  
D'AMIS »

N° 9/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois



La municipalité et la fondation 30 millions d'amis participent financièrement, chacune, à hauteur de 50 % du coût des stérilisations et des tatouages réalisés au cours de la période de validité de la convention.

Une estimation de 25 stérilisations est prévue pour 2023.

La commune devra verser à la fondation 30 millions d'amis, à hauteur de 50% des frais de stérilisation et d'identification qui s'élève par conséquent à 1 125 €.

Monsieur le Maire demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

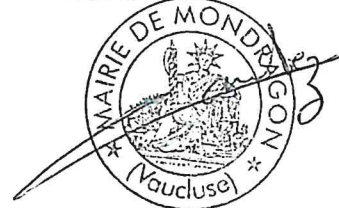
**APPROUVE** à l'unanimité la convention avec la fondation 30 millions d'amis relative à l'identification et à la stérilisation des chats errants et la participation financière à hauteur de 50 % des frais cités.

**AUTORISE** le Maire à signer la convention ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-10\_2023-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 14/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu l'article L2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif à la consistance du domaine public des collectivités territoriales,

Vu l'article L3111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques indiquant que les biens des personnes publiques qui relèvent du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles,

Considérant le document d'arpentage n°2515S du 10 juin 2020 établi par la SELARL Thierry BAUBET procédant au redécoupage de la parcelle cadastrée section B n° 2365 qui devient les parcelles cadastrées section B n°2633 et B n°2634,

Considérant que le jardin public « Les Massanes » a été aménagé sur la parcelle cadastrée section B n°2633 d'une contenance de 2a 49ca,

Considérant que ladite parcelle appartient à la Commune de Mondragon,

Considérant que l'aménagement du jardin public ressort de la présence d'un panneau à l'entrée du jardin indiquant son caractère accessible au public, de trois ouvertures sur chaque côté de la clôture, de deux bancs et de cinq arbres plantés,

Considérant l'affectation du jardin public « Les Massanes » à l'usage du public,

Monsieur le Maire demande aux Membres du Conseil Municipal :

- D'approuver le classement dans le domaine public communal de la parcelle cadastrée section B n°2633 d'une contenance de 2a 49 ca depuis qu'elle a été aménagée en jardin public « Les Massanes »,

- De solliciter les services du cadastre afin de procéder à l'intégration de cette parcelle dans le domaine public ainsi qu'à la modification du plan.

Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué :

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

17 JANVIER 2023

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

17 JANVIER 2023

### OBJET DE LA DELIBERATION

CLASSEMENT  
DANS LE  
DOMAINE  
PUBLIC  
COMMUNAL DU  
JARDIN PUBLIC  
« LES  
MASSANES »

N° 10/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.





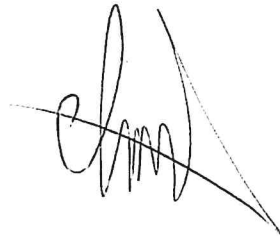
Monsieur le Maire demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

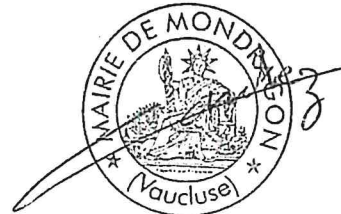
**APPROUVE** à l'unanimité le classement du jardin public « Les Massanes », cadastré section B n°2633 d'une contenance de 2a 49ca, dans le domaine public communal et de solliciter les services du cadastre afin de l'intégrer dans le domaine public et d'en modifier le plan.

**AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-11\_2023-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 15/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D  
Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-54 et suivants, et  
R.153-13 et suivants,

Monsieur le Maire indique que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé par  
délibération n°153/2018 en date du 12 novembre 2018.

Il présente l'opportunité et l'intérêt de la commune d'engager une procédure de  
Déclaration de Projet avec Mise en compatibilité du PLU en utilisant la  
procédure prévue aux articles L.153-54 et suivants du Code de l'Urbanisme.  
Cette procédure permet de mettre en compatibilité le PLU avec un projet  
présentant un caractère d'intérêt général.

N° 11/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la commune d'engager une procédure  
de déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme :  
l'objectif de cette procédure est de permettre la réalisation d'un projet de  
centrale photovoltaïque flottante sur une ancienne gravière située sur le secteur  
Gagne-Pain.

Le projet consiste en la création d'un parc solaire flottant d'une surface totale  
clôturée de 35.5 ha, dont 32 ha de plan d'eau (implantation de panneaux flottants  
sur 18 ha) et d'une puissance d'environ 30 MWc. Il se situe près de la  
confluence entre le Rhône et le canal de Donzère-Mondragon, au niveau d'une  
ancienne gravière sur le secteur de Gagne-Pain, portée par la carrière Pradier.  
Une fois la remise en état du site réalisée, les terrains seront cédés à la commune  
de Mondragon qui souhaite pouvoir y réaliser une centrale photovoltaïque  
flottante.

Outre les panneaux photovoltaïques, ce parc flottant comportera 2 postes de  
livraisons sur berges surélevés au-dessus de la cote PHE et 16 postes de  
transformation sur flotteurs. 1 container de stockage de 40 pieds surélevé au-  
dessus de la cote PHE sera également présent sur les berges.

Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué :



Avec une puissance installée d'environ 30MWc, une production attendue aux alentours de 42 GWh/an, ce projet photovoltaïque flottant contribue ainsi pleinement aux objectifs du Grenelle de l'Environnement et plus généralement aux objectifs européens en termes de politique énergétique, mais aussi aux objectifs de transition énergétique locaux. Cette capacité supplémentaire est significative au regard de la capacité moyenne de production des centrales photovoltaïques. La production réalisée correspond à la consommation électrique avec chauffage d'environ 17 000 personnes/an.

Le projet permettra également l'évitement d'environ 18 000 tonnes de CO2 par an (en comparaison avec une centrale au gaz), le développement de technologies innovantes créatrices d'emplois, et entraînera des retombées financières pour les collectivités locales. Ainsi, le caractère d'intérêt général de ce projet est indéniable.

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 12 novembre 2018 ;

Considérant qu'il y a lieu d'engager une procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- 1- De prescrire la déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, conformément aux dispositions des articles L.153-54 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- 2- Dit que l'objectif poursuivi est le suivant : Permettre la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque flottante sur une ancienne gravière située sur le secteur Gagne-Pain.
- 3- De fixer les modalités de la concertation de la façon suivante :
  - Registre en mairie,
  - Exposition publique.
- 4- De donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.
- 5- De solliciter l'État pour les dépenses liées à la déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU, conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme.
- 6- Dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme seront inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 011 article 6228).

La présente délibération sera transmise à la Préfète et notifiée :

- Au Président du Conseil Régional,
- A la Présidente du Conseil Départemental,
- Au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,
- Au Président de la Chambre des Métiers,
- A la Présidente de la Chambre de l'Agriculture,
- Au Président de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence,
- Au Président du syndicat Rhône Provence Baronnies en charge du SCOT.

Le Centre Régional de la Propriété Forestière sera informé de la décision d'engager une procédure de projet avec mise en compatibilité du PLU.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.



Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

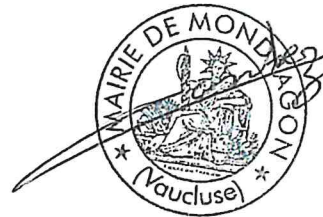
**APPROUVE à l'unanimité :**

- De prescrire la déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, conformément aux dispositions des articles L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme,
- De permettre la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque flottante sur une ancienne gravière située sur le secteur Gagne-Pain,
- De fixer les modalités de la concertation sur un registre en mairie et une exposition publique,
- De donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme,
- De solliciter l'État pour les dépenses liées à la déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU, conformément à l'article L.132-15 du code de l'urbanisme,
- D'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme au budget de l'exercice considéré (chapitre 011 article 6228).

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ



Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le



ID : 084-218400786-20230123-11\_2023-DE



# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-12\_2023-DE

Berger  
Levrault

DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Feuillet n° 17/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

OBJET DE LA  
DELIBERATION

SOLIHA 84

CONVENTION  
D'ETUDE -  
DECLARATION  
DE PROJET MISE  
EN  
COMPATIBILITE  
DU PLU

Monsieur le Maire expose aux Membres de l'Assemblée que dans le cadre de la procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, il souhaite confier à SOLIHA Vaucluse la mission de l'assister dans la mise en œuvre de cette démarche qui a pour objectif de permettre la création d'un parc photovoltaïque flottant au niveau de l'ancienne gravière alluvionnaire issue de l'exploitation de la ressource géologique du secteur par les carrières Pradier.

Il précise que cette mission porte sur la réalisation des dossiers ainsi que l'accompagnement juridique et administratif de la procédure, détaillée en trois phases comme suit :

### • Phase 1 :

- Prescription de la procédure,
- Recollement des données.

### • Phase 2 :

- Mise en forme du dossier de déclaration de projet et du dossier de mise en compatibilité du PLU,
- Consultation des Personnes Publiques Associées (PPA) et animation de la réunion d'examen conjoint,
- Transmission du dossier aux PPA et demande de la dérogation au titre de l'article L.142-5 du Code de l'Urbanisme.

### • Phase 3 :

- Enquête publique après dérogation de la Préfète au titre de l'article L.142-5 du Code de l'Urbanisme,
- Préparation des dossiers d'approbation,
- Délibération du Conseil Municipal.

La Commune de Mondragon peut confier à SOLIHA Vaucluse la mission de déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme par la signature d'une convention définissant les conditions de réalisation de l'étude au prix de 7 200,00 € HT.

Pour le Maire empêché,

L'Adjoint délégué :

N° 12/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois





Il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'étude jointe en annexe définissant la mission de déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU pour la création d'un parc photovoltaïque flottant.

Il est demandé aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

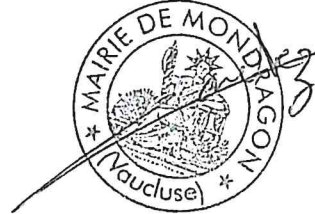
Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**AUTORISE** à l'unanimité le Maire à signer la convention d'étude avec SOLIHA Vaucluse pour un montant de 7 200,00 € H4 dans le cadre de la procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la création d'un parc photovoltaïque flottant.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-13\_2023-DE

Feuillet n° 18/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

17 JANVIER 2023

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

17 JANVIER 2023

### OBJET DE LA DELIBERATION

CESSION DES  
PARCELLES  
CADASTRÉES  
SECTION ZM n°  
231-232 ET 235

N° 13/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

**Vu** l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières,

**Vu** l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif aux acquisitions amiables,

**Vu** l'article L.1211-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et les articles L.1311-9 et L.1311-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'état dans le cadre d'opérations immobilières,

**Vu** l'article L.1212-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif à la passation des actes,

**Vu** l'article 1593 du Code Civil relatif aux frais d'actes notariés,

**Vu** le courrier de la société **AXTOM** en date du 6 janvier 2023 se portant acquéreur des parcelles cadastrées section ZM n°231 - 232 et 235 pour une contenance totale de 10 411 m<sup>2</sup> situées quartier « Le Pas d'Arles »,

**Considérant** l'avis des domaines référencé 2022-84078-69 924 en date du 13 octobre 2022 fixant la valeur des parcelles cadastrées section ZM n°231-232 et 235 à 42,12 €/m<sup>2</sup> laissant une marge d'appréciation de 10%,

**Considérant** le courrier en date du 6 janvier 2023 de la société **AXTOM** qui a fait une offre à 416 440 € pour acquérir les 3 parcelles susvisées soit 40€/m<sup>2</sup>,

**Considérant** que ces parcelles sont classées en zone UEa du Plan Local d'Urbanisme, autorisant les constructions à usage artisanal, industriel, commercial et de bureau,

**Considérant** que la société **AXTOM** agit pour le développement économique et l'attractivité des territoires,

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois



Pour le Maire empêché,

L'Adjoint délégué

pour le Maire  
SANCHEZ

Monsieur le Maire expose aux Membres du Conseil Municipal que la société **AXTOM** assure l'investissement, la gestion et l'exploitation des actifs immobiliers pour créer de nouvelles opportunités. Elle allie le développement des territoires à celui des entreprises, et de ce fait, contribuera à la croissance économique de la Commune par l'installation de nouvelles entreprises.

Il propose aux Membres de l'Assemblée d'accepter la proposition de la société **AXTOM** pour lui céder les parcelles cadastrées section ZM n°231 – 232 et 235 au prix de 416 440 €. Les frais de notaire et les éventuels frais de géomètre seront à la charge de l'acquéreur.

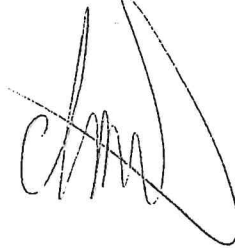
Il demande aux membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

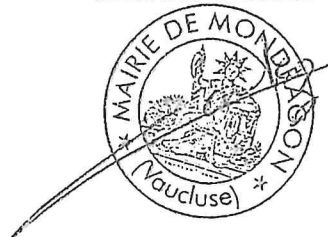
**DÉCIDE** à l'unanimité de céder les parcelles cadastrées section ZM n°231-232 et 235 à la société **AXTOM** au le prix de 416 440 €.

**AUTORISE** à l'unanimité le Maire à signer l'acte notarié ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-14\_2023-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 19/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières,

Vu l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif aux acquisitions amiables,

Vu l'article L.1211-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et les articles L.1311-9 et L.1311-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'état dans le cadre d'opérations immobilières,

Vu l'article L.1212-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif à la passation des actes,

Vu l'article 1593 du Code Civil relatif aux frais d'actes notariés,

Vu la délibération n°110/2022 du 17 octobre 2022 portant sur la cession des parcelles cadastrées section B n°103-104-105 et 107 à Madame LE HENAUFF au prix de 4 120 €,

Vu la demande de renseignements effectuée auprès du service de la publicité foncière déposée le 09/12/2022 et le certificat n°8404P01 2022H44729 en date du 12/12/2022 précisant l'existence d'aucune formalité au registre des dépôts relatif à la parcelle cadastrée section B n°103 d'une contenance de 25 m²,

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la délibération n°110/2022 du 17 octobre 2022 dans le sens où ladite parcelle ne peut faire l'objet d'une vente au motif que la commune n'en est pas propriétaire,

Considérant que Mme LE HENAUFF a formulé son souhait d'acquisition par courrier en date du 13 janvier 2023 des parcelles cadastrées section B n°104-105 et 107 au prix de 4 102,62 €.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

17 JANVIER 2023

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

17 JANVIER 2023

### OBJET DE LA DELIBERATION

CESSION DES  
PARCELLES  
CADASTREES  
SECTION B n° 104  
- 105 ET 107  
ABROGE ET  
REMPLACE LA  
DELIBERATION  
N°110/2022

N° 14/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Pour le Maire empêché,

L'Adjoint délégué recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



Monsieur le Maire demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir abroger et remplacer la délibération n°110/2022 du 17 octobre 2022 et soumet à la vente les parcelles cadastrées section B n°104-105 et 107 d'une contenance de 6 060 m<sup>2</sup> au profit de Mme LE HENAUFF au prix de 4 102,62 €.

Il demande aux membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité :

- D'abroger et de remplacer la délibération n°110/2022 du 17 octobre 2022,
- De céder les parcelles cadastrées section B n°104-105 et 107 d'une contenance totale de 6 060 m<sup>2</sup> au prix de 4 102,62 €.

**AUTORISE** à l'unanimité le Maire à signer l'acte notarié ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
l'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 25/01/2023

Reçu en préfecture le 25/01/2023

Publié le

ID : 084-218400786-20230123-015\_2023-DE

Feuillet n° 20/2023

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, et le vingt-trois janvier,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

Messieurs : SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G -  
TRAMIER J.F - SABATIER T - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D

Mesdames: BERNARD J - BALBI F - VICENTE V - DEPEYRE A - ROS C - GILLET N  
- GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : ALTIER MA à PEYRON C - ROMANINI B à LEBEGUE J - CASTELAS M  
à SANCHEZ B

Absent(s) excusé(s): CORNILLON D - LOPEZ M - MAUCCI D

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 24

### DATE CONVOCATION

17 JANVIER 2023

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

17 JANVIER 2023

### OBJET DE LA DELIBERATION

PROCEDURE  
D'ACQUISITION  
DE BIENS  
VACANTS SANS  
MAITRE  
CADASTRE  
SECTION B N°103

N° 15/2023

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 25 JAN. 2023

et publication ou affichage  
du 26 JAN. 2023

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois

Vu la loi du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des  
départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les  
articles L.1123-1 à 4 et L.2222-20 ;

Vu le Code Civil, notamment les articles 539 et 713 ;

Monsieur le Maire explique aux Membres de l'Assemblée que l'acquisition de  
biens immobiliers vacants sans maître est une procédure qui permet notamment  
aux communes, d'incorporer gratuitement (hors coût de procédure) des biens  
immobiliers sans propriétaire dans leur patrimoine, qui se situent sur son  
territoire.

Elle est encadrée règlementairement par les articles L.1123-1 à 4 et L.2222-20  
du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et par les articles 539  
et 713 du Code Civil.

Il indique qu'il existe trois types de bien sans maître :

- 1- Bien d'une succession ouverte depuis plus de 30 ans, dont aucun héritier  
ne s'est présenté,
- 2- Bien de propriétaire non connu pour lequel la taxe foncière sur la  
propriété bâtie n'a pas été acquittée depuis plus de 3 ans ou a été acquittée par un  
tiers,
- 3- Bien de propriétaire non connu, non assujéti à la taxe foncière sur les  
propriétés bâties et pour lequel la taxe foncière sur la propriété non bâtie n'a pas  
été acquittée depuis plus de 3 ans ou a été acquittée par un tiers.

Ces biens sont à distinguer des biens dits en déshérence, c'est-à-dire les biens  
des personnes décédées depuis moins de 30 ans, sans héritiers ou dont les  
héritiers ont refusé la succession. Ils relèvent de la compétence de l'Etat.

Le tableau suivant retrace en synthèse la procédure pour chaque type de biens  
mentionnés supra :

Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué :





|         | Bien issu d'une succession ouverte depuis plus de 30 ans, dont aucun héritier ne s'est présenté                                 | Bien de propriétaire connu dont taxe foncière propriété bâtie non acquittée depuis plus de 3 ans   | propriété non bâtie, non acquittée depuis plus de 3 ans.   |
|---------|---|--|--|
| Etape 1 | Intégration de plein droit<br><br>Enquête préalable pour s'assurer de la qualité de bien sans maître                            | Arrêté que l'immeuble est sans maître après avis de la CCID<br><br>Publication et affichage de l'arrêté pendant 6 mois<br>Notification de l'arrêté au Préfet<br>Si propriétaire ne s'est pas fait connaître passé un délai de 6 mois, le bien est réputé sans maître | Au 1 <sup>er</sup> juin de chaque année 1 arrêté préfectoral dresse la liste des immeubles concernés.<br><br>Publication et affichage de cet arrêté en mairie<br>Notification de l'arrêté<br>Si propriétaire ne s'est pas fait connaître passé un délai de 6 mois, le bien est réputé sans maître. |
| Etape 2 | Délibération autorisant l'acquisition du bien<br><br>Affichage en mairie du PV constatant la prise de possession de l'immeuble. | Délibération incorporant le bien dans le patrimoine communal<br><br>Arrêté constatant l'incorporation<br><br>A défaut de délibération dans un délai de 6 mois après la qualification de bien sans maître, la propriété de l'immeuble est attribuée à l'Etat.         | Délibération incorporant le bien dans le patrimoine communal<br><br>Arrêté constatant l'incorporation<br><br>A défaut de délibération dans un délai de 6 mois après la qualification de bien sans maître, la propriété de l'immeuble est attribuée à l'Etat.                                       |

**Vu** le certificat du Service de la Publicité Foncière en date du 12 décembre 2022 précisant qu'il n'existe aucune formalité au fichier immobilier non informatisé et informatisé ni au registre des dépôts,  
Monsieur le Maire informe qu'il y aurait lieu de lancer la procédure permettant à la Commune d'appréhender un bien vacant sans maître pour la parcelle cadastrée section B n°103 d'une superficie de 25 m<sup>2</sup> située quartier « Le Maupas ».

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir :

- Autoriser le lancement de la procédure de bien vacant sans maître sur la parcelle cadastrée section B n°103,
- L'autoriser à entreprendre toutes les démarches afférentes à cette opération, notamment à signer toutes pièces administratives, comptables et juridiques s'y rapportant.

Il demande aux membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**AUTORISE** à l'unanimité :

- Le lancement de la procédure d'acquisition du bien vacant sans maître sur la parcelle cadastrée section B n°103, d'une superficie de 25 m<sup>2</sup> située quartier « Le Maupas »,
- Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches afférentes à cette opération, notamment à signer toutes pièces administratives, comptables et juridiques s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Pour le Maire empêché,  
L'Adjoint délégué,  
Benoît SANCHEZ

